Question avec demande de réponse écrite E-001206/2023 à la Commission

Article 138 du règlement intérieur

Gwendoline Delbos-Corfield (Verts/ALE), Thijs Reuten (S&D), Ramona Strugariu (Renew), Malin Björk (The Left), Attila Ara-Kovács (S&D), Klára Dobrev (S&D), Pascal Durand (S&D), Petra Kammerevert (S&D), Sándor Rónai (S&D), Paul Tang (S&D), István Ujhelyi (S&D), Anna Júlia Donáth (Renew), Vlad Gheorghe (Renew), Klemen Grošelj (Renew), Karin Karlsbro (Renew), Karen Melchior (Renew), Salima Yenbou (Renew), Patrick Breyer (Verts/ALE), David Cormand (Verts/ALE), Daniel Freund (Verts/ALE), Yannick Jadot (Verts/ALE), Alexandra Geese (Verts/ALE), Malte Gallée (Verts/ALE), Markéta Gregorová (Verts/ALE), Kira Marie Peter-Hansen (Verts/ALE), Monika Vana (Verts/ALE)

Objet: Opacité du rachat de la filiale hongroise de Vodafone par le gouvernement hongrois et risques liés à la surveillance

En janvier 2023, un décret a été adopté pour exempter le rachat de Vodafone Hungary par l'entreprise informatique locale 4iG et le gouvernement hongrois de l'examen au regard du droit de la concurrence. Le gouvernement hongrois a fait valoir que l'acquisition visait à la sécurité de l'approvisionnement en services de télécommunications et a présenté l'opération comme étant d'importance stratégique nationale. L'entreprise 4iG appartient à un associé du Premier ministre Orban.

- 1. Du fait des restrictions imposées par le gouvernement hongrois aux procédures d'octroi de licences 5G, l'entreprise 4iG a été utilisée en 2021 pour évincer du marché la société Digi Communications et, à présent, elle limite encore la concurrence en acquérant Vodafone. Sachant cela, que fait la Commission pour garantir le maintien des règles de concurrence et l'ouverture effective du marché hongrois à la concurrence et pour faire en sorte que les consommateurs disposent d'un choix suffisant et bénéficient de communications sûres?
- 2. Étant donné que le gouvernement hongrois aurait utilisé le logiciel espion Pegasus contre des opposants et des journalistes et que les réseaux de télécommunications ont été utilisés dans le passé pour faire circuler des logiciels malveillants pour le compte des autorités nationales, comment la Commission entend-elle s'assurer que les vulnérabilités potentielles du réseau Vodafone ne seront pas exploitées à des fins de surveillance, y compris par des pays tiers?
- 3. Quelles garanties la Commission a-t-elle demandé à la Hongrie de mettre en place pour éviter tout accès non autorisé aux données sur les réseaux de télécommunications fournis par Vodafone?

Soutien¹

Dépôt: 13.4.2023

_

Cette question est soutenue par un autre député que ses auteurs: Rosa D'Amato(Verts/ALE)